

PERMIS DE CONDUIRE BIOMÉTRIQUE À POINTS

L'entrée en service attendue pour 2017

Le permis de conduire électronique biométrique à points «sera mis en service durant le premier trimestre 2017. Avant la fin de l'année, le permis de conduire électronique biométrique à points sera prêt et mis en service au cours du premier trimestre 2017». C'est ce qu'a déclaré le ministre de l'Intérieur, M. Bedoui, en marge d'un séminaire sur «les technologies de l'information et de la communication au service de la sécurité routière» qui s'est tenu à l'hôtel El-Aurassi.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La carte d'immatriculation électronique sera également prête avant la fin de l'année et mise en service au courant du premier trimestre 2017, a ajouté le ministre. Il a souligné dans ce cadre, la nécessité de l'unification des efforts pour faire face aux accidents de la circulation routière qui «occasionnent des milliers de victimes annuellement». «Nous sommes déterminés à ce que l'année 2017 soit celle de la paix et

de la sécurité routières grâce à l'implication et la mobilisation de tous les acteurs notamment la société civile car c'est une question qui concerne tout le monde», a délaré le ministre.

Il a relevé, par ailleurs, qu'avant la fin de l'année, le Parlement aura à adopter la loi modifiant et complétant la loi 1-14 de 2001, relative à la sécurité routière, avec la mise en place de la Délégation de la prévention et de la sécurité routière, «un mécanisme qui est au centre de tout le dispo-



Photo : DR

Objectif, réduire l'impact des accidents de la route.

sitif», regroupant notamment la société civile.

Pour M. Bedoui, le gouvernement est «décidé à prendre à bras le

corps» la question de la sécurité et de la prévention routières, soulignant que «notre stratégie dans les deux années à venir est que le citoyen

algérien puisse sentir les résultats de tous les mécanismes mis en place».

Pour sa part, le directeur du Centre national de la prévention et de la sécurité routières, Ahmed Naït El Hocine, a indiqué en marge de cette rencontre, qu'il y avait une «nette» régression des indicateurs de l'insécurité routière en Algérie, durant les neuf derniers mois de 2016. Concernant les avancées technologiques, il a relevé qu'il a été procédé «au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales à tous les préparatifs pour la mise en place du fichier national du permis de conduire, celui de l'immatriculation ainsi que celui des infractions». «Cela va nous permettre de migrer vers le système de sanctions du permis à points et d'abandonner l'ancien système, basé sur le retrait immédiat du permis de conduire», a-t-il ajouté.

A. B.

DISPARITION ET ENLÈVEMENT D'ENFANTS

Le 104 est le nouveau numéro d'alerte

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a lancé, hier, un nouveau numéro vert pour signaler les disparitions et les enlèvements d'enfants entre autres. Le 104 s'ajoute aux deux autres numéros d'alerte toujours actifs : le 1548 et le 17.

Nawal Boukir - Alger (Le Soir) - En effet, «ce nouveau numéro ne porte pas seulement sur les disparitions et les enlèvements d'enfants mais concerne également le signalement du trafic ou de la mendicité avec mineurs ; ainsi que les personnes vulnérables en danger», a indiqué le responsable de la cellule de communication à la DGSN, M. Laâroum.

Le colonel Samir Chennak a ajouté qu'il y a lieu de travailler sur «la sensibilisation et le développement de la culture de la prévention qui manque à notre société». Selon lui, «les derniers cas de disparitions de mineurs ont été souvent des rumeurs et certains médias ont fortement fait dans l'exagération et la démesure». Illustrant ses propos, il précise que «70% des disparitions enregistrées sont imaginaires, puisque, suite aux enquêtes réalisées, il s'est avéré que c'était des fugues liées soit à un échec scolaire soit à une aventure amoureuse». En rajoutant que ce phénomène de disparition d'enfants ou de mineurs «a particulièrement augmenté depuis 2012». Revenant sur ce nouveau numéro d'alerte, le directeur des moyens techniques à la DGSN a précisé que «l'institution a mis en place dans chaque

wilaya un bureau dédié au traitement et à la réception des appels sur le 104». Mais il incombe à tout citoyen témoin de personnes en danger de composer ce numéro et «d'assurer son rôle de prévention, de se sentir concerné et d'assumer sa citoyenneté». Le président du réseau algérien pour la défense des droits de l'enfant NADA, Abderrahmane Arar, a déclaré que «ce numéro est une nécessité face à cette dérive». En ajoutant «qu'il va renforcer le dispositif d'alerte-enlèvement de la DGSN». A propos de la prise en charge sociale et psychologique des enfants victimes, A. Arar a considéré que celle-ci est essentielle et indispensable face à la montée exponentielle de la criminalité et de la délinquance au sein de la société.

N. B.

AFFAISSEMENT SUR L'AUTOROUTE BEN AKNOUN-ZERALDA

Le DG des travaux publics du ministère écarte toute responsabilité de ses services

L'affaissement, vendredi soir, de la chaussée sur une portion de la rocade sud de la capitale, menant de Ben Aknoun à Zeralda, est un incident qui pourrait se produire n'importe où. C'est le directeur général des travaux publics du ministère qui le dit.

Invité hier à éclairer la lanterne des auditeurs de la Chaîne 3, Boualem Chetibi a affirmé que la chaussée en elle-même n'y est pour rien dans cet incident, c'est plutôt la rupture de la canalisation qui traverse cette partie de l'autoroute qui a induit ce spectaculaire affaissement. Et cela est «peut-être» lié aux fortes pluies qui se sont abattues, quelques heures plus tôt, a tenté d'expliquer le haut cadre du ministère des Travaux publics avant de se vouloir un peu plus rassurant pour dire qu'on ne

doit pas s'attendre à un incident du genre ou à une rupture de canalisation à chaque précipitation. Tout en prenant le soin de préciser que chaque service a ses propres moyens d'investigation et d'expertise, M. Chetibi a assuré que les causes réelles de cet incident seront établies et chaque service agira en conséquence même s'il a insisté sur l'hypothèse de la rupture d'une canalisation pour justifier l'affaissement de vendredi soir. En tous les cas, pour couper court aux multiples voix qui remettent

en cause le manque d'entretien des routes et dégager toute responsabilité des services dépendant de son département, le représentant du ministère des Travaux publics a, de façon quasi solennelle, rétorqué que la chaussée n'y est pour rien dans l'accident.

L'entretien des ponts et chaussées a nécessité la mise en place d'un dispositif qui a requis, entre autres, la mobilisation en permanence de plus de 500 maisons cantonnières auxquelles sont rattachés pas moins de 13 000 travailleurs. A titre d'exemple, pour montrer toute l'attention que requiert l'entretien des routes à travers l'ensemble du pays, le DG des travaux publics a fait savoir qu'un montant de 30 milliards de dinars a été mobilisé.

M. Azedine

ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL POUR LA PETITE ENFANCE

Mounia Meslem intransigeante sur les normes

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme semble prendre au sérieux le problème des établissements d'accueil pour la petite enfance (crèches). Des établissements qui ne cessent de proliférer dans toutes les villes au détriment des conditions d'hygiène et de sécurité.

Selon Mounia Meslem, ces établissements, qui ont atteint aujourd'hui le nombre de 1 755 unités et accueillent 107 580 enfants, doivent se conformer aux normes internationales.

«Le travail pédagogique doit être uniformisé à travers tous ces établissements qui accueillent les enfants de moins de cinq ans afin de permettre leur préparation pour une meilleure scolarité», soulignait-elle hier lors d'une rencontre sur les modalités de prise en charge de la petite enfance, tenue à Alger. Elle a insisté également sur les conditions d'hygiène et de sécurité dans ces établissements. Autre préoccupation de la

ministre pour une meilleure prise en charge de ces enfants : le respect de la conformité des espaces dédiés aux jeux et détente au sein de ces crèches. Pour ce faire, elle estime qu'un accompagnement et un contrôle continu de tous ces établissements s'imposent. D'ailleurs, poursuit-elle, «il est indispensable de mettre en place un système informatique nous permettant de collecter toutes les informations sur les établissements d'accueil pour la petite enfance, la qualité d'accueil des enfants et leur prise en charge». De son côté, la présidente du Conseil scientifique du Centre national d'étude, d'information et de documentation sur la famille, la femme et l'enfance, le professeur Sabah Ayachi, est revenue sur l'état des lieux des établissements d'accueil pour la petite enfance. Elle souligne, d'abord, l'«absence» de formation des éducatrices d'où «le mauvais traitement des enfants». Elle déplore, également, le non-respect d'équilibre alimentaire, pourtant indispensable pour des enfants en bas âge.

Ry. N.

COMMERCE**INTERNATIONAL**

Les Chambres algérienne et hongroise d'industrie conviennent de développer leur coopération

Une délégation d'hommes d'affaires hongrois a séjourné hier à Alger à la faveur d'une rencontre organisée par les Chambres de commerce et d'industrie des deux pays. Ces dernières ont convenu de développer leur coopération afin de «traduire l'amitié politique de l'Algérie avec la Hongrie en échanges commerciaux». Des échanges dont le volume en 2015 ne reflète pas, selon les organisateurs, le potentiel existant. Un protocole d'accord a ainsi été signé entre la Chambre hongroise de commerce et d'industrie, qui compte 600 000 adhérents, et la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) et un autre avec la Chambre hongroise et la Chambre de commerce et d'industrie Mezghena (Alger) pour créer un cadre à même de faciliter les échanges commerciaux entre les deux pays.

C'est le vice-président Zultan Kiss qui a signé les protocoles au nom de la partie hongroise. Côté algérien, le vice-président Riadh Ammour a signé, au nom de la Caci, et le président Mustapha Korichi l'a fait au nom de la CCI Mezghena.

Présente à l'occasion de cette rencontre qui a vu la projection d'un spot publicitaire sur la Hongrie et son tissu économique ainsi qu'un exposé des avantages de l'investissement en Algérie en vertu de la nouvelle législation, l'ambassadeur de Hongrie, M^{me} Helga Katalin Pritz, a estimé que les échanges commerciaux ne se sont pas encore hissés au niveau de la relation historique et amicale entre les deux pays.

M^{me} Pritz, qui a rappelé l'ouverture du vol Alger-Budapest, a souligné que la capitale hongroise est une porte vers l'Europe centrale pour les opérateurs algériens. Et d'ajouter que les politiques des deux pays ont multiplié dernièrement les rencontres de haut niveau en vue de renforcer la coopération entre les deux pays, invitant les opérateurs à s'y impliquer pour donner de la chair à cette relation amicale.

Il convient enfin de signaler que la Hongrie, pays de 10 millions d'habitants, est une importante plateforme européenne d'industrie et de services où beaucoup de géants industriels mondiaux disposent d'usines à l'image des allemands Daimler et Bosch, le sud-coréen Samsung ou encore le suédois Electrolux. L'industrie, qui représente 30% de son PIB, offre plusieurs produits à l'export comme les composants électroniques, les produits pharmaceutiques ainsi que les pièces de rechange. Les échanges commerciaux de la Hongrie avec l'Algérie n'ont pas dépassé les 100 millions de dollars en 2015 dont 25 millions de dollars d'exportations algériennes vers ce pays.

L. H.